

Dans les quartiers populaires, des habitant.es comme les autres ?



Crédit : Camille Nehlig

C'est la question que se posent les 250 habitant.es qui se sont exprimé.es dans le rapport « Paroles d'habitant.es des quartiers populaires », face au traitement qui leur est fait par les politiques publiques. Pour la 5^{ème} fois, la Fédération des centres sociaux et l'association Question de Ville (Réseau National des Centres de Ressources Politique de la Ville) ont coordonné la publication de cet ouvrage né de la parole des premièr.es concerné.es. Pendant plus d'un an, en pleine crise sanitaire, ce sont 22 centres sociaux qui ont mobilisé et recueilli la parole des habitant.es. A la clé, un ouvrage qui rend compte du vécu des habitant.es des quartiers - en général et durant la crise - et de leur envie forte : celle d'être considéré.es comme des citoyen.nes à part entière.

 **250**
habitant.es
mobilisé.es

Une démarche unique

Le rapport « Paroles d'habitant.es des quartiers populaires » est un ouvrage **unique et riche de la diversité des réalités de vie** dans les quartiers populaires. On y retrouve des témoignages de jeunes, d'adultes, de seniors, venus des quartiers de Marseille, Strasbourg, Tremblay en France, Dunkerque, Le Mans... **Autant de voix que l'on entend peu ou pas dans l'espace public et médiatique.**

 **50**
heures de débats
collectées et retranscrites

Réuni.es en visio ou en physique, ils et elles ont participé à plusieurs séances pour prendre la parole sur leur quartier ; pour s'exprimer individuellement d'abord, puis ensemble construire une parole collective, dresser des constats, ébaucher des solutions.

 **22**
centres sociaux
mobilisés

« Faire face à la crise, comme d'hab »

Au cœur de leurs échanges, la crise sanitaire bien sûr, qui a **mis en lumière et renforcé les inégalités pré-existantes** : exigüité des logements, promiscuité continue, inégalités face à l'éducation, au numérique... Mais cette période a aussi été l'occasion pour eux et elles de prendre du recul, de réinterroger leurs priorités et besoins, **de repenser leur utilité et leur lien aux autres, à la famille, au quartier.**

« Vers un espace public propre, sécurisé et connecté »

Au-delà de la crise sanitaire, les habitant.es parlent de l'espace public et de leur rapport à cet espace, hors de leur logement. **Il est souvent décrit comme un repoussoir, une zone à éviter ou à franchir « tête baissée »**. Conjugué à des habitats certes rénovés, mais souvent dans des matériaux de mauvaise qualité, ce constat sonne comme une autre forme d'inégalité vécue par les habitant.es. **Mais sa privation durant des semaines l'a rendu également plus désirable**. Il a été perçu comme un bien précieux, à préserver, à investir, à partager.



« 'Ils' ou 'Nous', tous responsables de la situation ? »

Les propos des habitant.es sont aussi marqués par **une distance, une défiance entre un « ils » (les élu.es, les bailleurs, l'école, les acteur.rices économiques) et un « nous » (les habitant.es)**. Bien que ce « nous » soit hétérogène, les habitant.es expriment une crise de confiance réelle. Mais le lien n'est pas rompu. **Les habitant.es savent que sans confiance mutuelle, un avenir meilleur ne pourra se dessiner.**

« Transiter vers de nouveaux modes de vie »

Pour cela, une envie : **faire bouger les choses**, après un an et demi à fonctionner au ralenti. **Changeons de grille de lecture** : les habitant.es sont de véritables ressources, plein de richesses, à mobiliser en permanence pour construire des politiques publiques locales pertinentes. **Changeons de méthode** pour nouer un dialogue réel entre ce « ils » et ce « nous » pour imaginer une politique de la ville vraiment co-construite, qui ne se limite pas à quelques espaces de concertation ou participation.



Envie d'en découvrir plus ?

Le rapport « Paroles d'habitant.es des quartiers populaires » sortira le vendredi 10 septembre, à l'occasion d'une journée réunissant habitant.es, ministre de la Politique de la ville et acteurs de la politique de la ville à Paris. Pour assister à cette journée, ou rencontrer un centre social et des habitant.es ayant participé à la démarche, contactez-nous.

Contact presse

Maïa Cordier, FCSF – maia.cordier@centres-sociaux.fr – 06 95 86 54 23
www.centres-sociaux.fr